

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Le 3 août 1993

RW
Congo
Djel

(me)

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

- N O T E -

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

O B J E T : Points chauds - Situation.

1. - EX-YOUGOSLAVIE

Les affrontements se sont poursuivis hier dans diverses régions de Bosnie ; les Serbes gagnent du terrain autour de Sarajevo, les Musulmans ont lancé des attaques dans le secteur de Mostar avec, semble-t-il, pour objectif d'obtenir un débouché sur la mer.

En Croatie le pont flottant de Maslenica a été mis hors d'usage par l'artillerie serbe.

A Genève, les négociations semblent progresser : le principe d'un échange de territoires aurait été admis par tous dans le cadre de l'"union" des républiques de Bosnie.

M. Izetbegovic a déclaré lundi soir qu'il ne reprendrait les négociations qu'à la condition que le retrait des forces serbes du secteur de Bjelasnica dans la région du Mont Igman soit effectif.

2. - LIBAN

L'opération "solde de tout compte" déclenchée le dimanche 25 juillet s'est terminée le samedi 31 juillet après que la Syrie se soit engagée auprès des Etats-Unis à faire cesser les tirs du Hezbollah.

Les objectifs étaient de détruire les installations terroristes dans la profondeur du Liban, de neutraliser les tirs possibles à proximité immédiate de la zone de sécurité, et en forçant à l'exode environ 300 000 personnes du sud Liban, de faire pression sur le gouvernement libanais pour qu'il désarme la milice islamiste.

Les deux premiers objectifs semblent avoir été atteints. Même s'il n'est pas détruit, le Hezbollah est sans doute profondément désorganisé et en grande partie temporairement désarmé.

En première analyse, on peut constater :

- une vive remontée de la popularité de M. Rabin en Israël,
- une remontée brutale de l'antipathie libanaise à l'égard d'Israël,
- le rôle décisif et ambigu de la Syrie en regard de l'effacement du gouvernement libanais et de l'inertie de la ligue arabe.

3. - RWANDA

Un accord devrait être signé le mercredi 4 août à Arusha entre le Président Habyarimana et les représentants du Front Patriotique Rwandais (F.P.R.).

Aux termes de cet accord, un "gouvernement de transition élargi", ouvert à des représentants du F.P.R., devrait être mis en place avant le 12 septembre à Kigali, à condition que soit déployée, avant cette date, une force des Nations unies, garante du processus de paix.

La mise sur pied de cette force internationale étant rendue impossible par l'opposition des Russes et des Britanniques, les deux parties se seraient mises d'accord pour que la force interafricaine déjà déployée, le G.O.M.N., renforcée par des contingents désignés par l'O.U.A., assume ce rôle de garant.

Si ces dispositions sont confirmées, le F.P.R. pourrait envoyer un bataillon à Kigali afin, comme le prévoient les accords, de protéger ses représentants au gouvernement de transition.

Dans ces conditions, se pose la question du retrait du détachement NOROIT et de l'avenir des détachements d'assistance militaire (DAMI) placés auprès des forces armées rwandaises.

4. - CONGO

M. Roussin s'est entretenu, le 28 juillet, avec les représentants du Président Lissouba et de l'opposition congolaise pour tenter d'avancer dans la recherche d'un règlement de la crise.

Aucun accord définitif n'ayant pu être obtenu avant son départ de Libreville, le ministre de la coopération a engagé les deux parties à poursuivre leur dialogue, avec la médiation du Président Bongo.

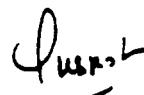
La recherche d'un compromis s'avère très difficile. A ce jour, un calme relatif règne à Brazzaville, où les milices privées n'ont pu être désarmées et où l'état d'urgence a été maintenu. Les partisans de l'affrontement restent nombreux dans l'entourage du Général Opango, Premier-Ministre, et dans celui de l'ex-Président Sassou N'Guesso.

5. - DJIBOUTI

M. Roussin devait rencontrer le 2 août à Divonne-les-Bains, le Président Gouled pour évoquer les besoins financiers de la République de Djibouti et répondre à une demande d'aide pour la reconstruction du Nord.

La situation, sur place, est préoccupante. Une partie de la population Afar (entre 4000 et 15000 personnes, selon les estimations) s'est réfugiée en Ethiopie. Les rebelles du F.R.U.D., bien que très affaiblis, ont repris des actions de harcèlement qui contraignent le gouvernement djiboutien à maintenir dans le Nord un dispositif important et coûteux. Dans ces conditions, l'emploi des forces françaises à des tâches de reconstruction doit être considéré avec prudence et répondre à des critères indiscutables d'aide humanitaire pour éviter toute suspicion des deux parties.

Dans la ville de Djibouti, 1500 cas de choléra ont été recensés. La "Bioforce" du Service de Santé des Armées, comprenant 6 médecins et disposant d'un hôpital de campagne, a été déployée, sur place, le dimanche 1er août, pour venir en aide aux populations.



Général QUESNOT